

P2100 [ca]

2.

UNION DOUANIÈRE ET ÉCONOMIQUE
DE L'AFRIQUE CENTRALE

SECRETARIAT GENERAL

DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES
ET DES COMMUNICATIONS



Bulletin de Liaison

N° 36

DIVISION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES COMMUNICATIONS

-====-

DÉPARTEMENT DES ÉTUDES DE POPULATION

-====-

BULLETIN DE LIAISON

SOMMAIRE

	Pages
Note aux lecteurs	v
Activités du Département	1-10
Activités du Département dans les Etats	2-6
Activités du Département au sein du Secrétariat Général	7-10
Activités des Etats Membres	11-19
Centrafrique	12-17
Congo	17-18
Gabon	18-19
Guinée Equatoriale	20
Informations générales	21-30
Visites	22
Mouvement du personnel	22
Documents rçus au DEP	22-26
Prix UDEAC de Population	26-29
Démographes de l'UDEAC	29
Population mondiale en mi-1992	29-30
Nigéria: résultats provisoires du recensement 1991	30
Travaux et Etudes	31-41

**

**

N O T E A U X L E C T E U R S

Le Bulletin de Liaison du DEP, tout en gardant ses objectifs initiaux d'échanges d'informations et de mise en valeur des compétences nationales de la sous-région couverte par l'UDEAC, est destiné à l'usage non seulement des responsables et cadres des services nationaux, mais aussi de tous les instituts ou organismes qui s'intéressent aux activités du DEP en particulier et aux questions de population de l'UDEAC en général.

Il est semestriel, et chaque numéro comprend les quatre rubriques suivantes: Activités du DEP, Activités des Etats membres de l'Union en matière de population, Informations générales, et Travaux et Etudes.

1. La rubrique Activités du Département récapitule toutes les activités menées par le Département au niveau des Etats membres de l'Union d'une part (missions d'appui technique ou de suivi de certains projets de population exécutés dans les Etats membres de l'Union), et d'autre part au sein du Secrétariat Général (réunions, études réalisées sur fonds documentaire, etc...).

2. La rubrique Activités des Etats membres de l'Union est prévue pour répondre au souci de faire connaître par les uns et les autres les activités menées dans le domaine de la population par les Etats membres de l'Union.

3. La rubrique Informations Générales contient des informations diverses, relatives aux visites reçues par le DEP, aux mouvements de personnel et au fichier des spécialistes de la sous-région dans le domaine de la population, à la documentation reçue au Département, aux réunions scientifiques et autres rencontres internationales passées ou prévues, etc... .

4. La rubrique Travaux et Etudes est destinée à publier les travaux et études de population concernant la sous-région et proposés au DEP par des auteurs divers des Etats membres de l'Union.

Pour que le Bulletin de liaison remplisse sa mission, il est indispensable que tous les cadres et responsables des services nationaux ainsi que tous les autres spécialistes oeuvrant dans le domaine de la population fassent parvenir au DEP un bref rapport d'activités à la fin de chaque semestre et des articles qu'ils désirent publier. Les organismes ou institutions qui s'intéressent aux questions de population peuvent également proposer des articles sur les sujets se rapportant aux travaux en cours ou à réaliser dans la sous-région.

Le présent numéro se rapporte au premier semestre de l'année 1992.

Démographie et urbanisation en République Centrafricaine

Par Michel MBOZANGUET, Démographe
Bangui, RCA

La République Centrafricaine est un vaste territoire de 623.000 km² dont la population est estimée à 2.800.000 habitants en 1988, ce qui correspond à une densité d'à peu près 4 habitants au km². Aussi, ce n'est qu'à une date relativement récente que ce pays a fait l'objet du phénomène urbain pour la simple raison que celui-ci n'y a été que le pur produit de la pénétration coloniale. En effet, l'histoire ne fait pas mention d'une quelconque civilisation urbaine dans l'ancien territoire de l'Oubangui-Chari avant la création en 1889 du poste colonial de Bangui.

Cette situation n'est d'ailleurs pas particulière à la R.C.A. puisqu'elle se généralise pratiquement à toute l'Afrique Centrale malgré l'existence de quelques royaumes pré-coloniaux dans cette région.

Cependant, une fois le processus de colonisation entamé, la création des villes et, partant, l'urbanisation du territoire se sont immédiatement amorcées. Le poste de Bangui qui deviendra par la suite la Capitale de la R.C.A reste la première ville qu'aura connue le pays. Peu après, d'autres postes administratifs coloniaux furent créés qui deviendront, avec l'indépendance, des Chefs-Lieux de Préfecture (la plus grande circonscription administrative) ou de Sous-Préfecture, c'est-à-dire ce qui constitue actuellement le paysage urbain centrafricain.

Depuis le début de ce processus d'urbanisation jusqu'à nos jours, l'effectif de la population urbaine n'a cessé de croître bien qu'à un rythme très variable dans le temps et dans l'espace. Pour se convaincre de l'ampleur de cette croissance, il suffit de noter l'importante évolution démographique qui a fait passer la population urbaine de 2000 habitants en 1900 à près d'un million en 1990, soit pratiquement 500 fois la population initiale en moins d'un siècle!

Une telle évolution qui élève aujourd'hui la population urbaine à plus de 30% de la population totale du pays correspond à plus de 4 % de taux de croissance moyenne annuelle. Ceci représente un rythme d'accroissement très élevé et nécessairement lourd de conséquences tant du point de vue des populations que de l'espace qu'elles occupent.

Bien entendu, cette situation n'est pas propre à la R.C.A. car elle épouse parfaitement le schéma général de la croissance urbaine en Afrique et mérite à ce titre une attention à la hauteur des défis qu'elle pose au développement des Etats et du continent en général.

Toutefois, il n'est pas possible d'apprécier objectivement la portée du phénomène urbain en R.C.A. si l'on ne procède pas au préalable à une clarification du concept dans son acception locale et si l'on ne précise pas, ne fut-ce que sommairement, les facteurs qui président à son évolution.

1. La ville en R.C.A, un concept controversé

Il faut d'emblée préciser que ce serait inexact d'affirmer sans réserve qu'avec un taux d'urbanisation de 25 % en 1975 et de 34 % en 1990, la R.C.A. ferait figure d'un pays fortement urbanisé, ceci, en dépit du fait que la moyenne africaine n'excède pas encore les 20 % de taux d'urbanisation. Une raison fondamentale justifie cette proposition : les concepts de "ville" ou de "centre urbain", tels qu'ils sont utilisés en Centrafrique, offrent trop de points de contestation dans la mesure où leurs définitions font souvent l'objet de simplifications abusives lors des opérations de dénombrément.

C'est ainsi qu'au Recensement Général de la Population de 1975 par exemple, seul le critère administratif était retenu dans l'identification des centres urbains. Cette démarche a nécessairement abouti à une surestimation du nombre des villes (on en dénombrait plus d'une cinquantaine), entraînant ainsi une forte proportion apparente de la population urbaine.

Or, s'il est bien vrai qu'il serait très difficile, lors des recensements ou enquêtes, de tenir compte de tous les critères qui concourent généralement à la définition d'une ville, la combinaison d'au moins deux critères comme la taille et la situation administrative donnerait déjà des résultats beaucoup plus proches de la réalité, c'est-à-dire un plus faible nombre de villes, et donc un moindre taux d'urbanisation.

Pour fixer un peu les idées sur l'étendue du problème, citons quelques chiffres de population sur des localités qui étaient censées être des villes d'après le Recensement Général de 1975 : Bamingui (812 habitants), Bambio (990 habitants), Boali (1.410 habitants), Rafaï (1.282 habitants), Djemah (496 habitants), Mboki (1.273 habitants), Markounda (1.131 habitants), Yalinga (1.374 habitants) et la liste est loin d'être exhaustive.

Du coup, même si l'on se réfère à un seuil universel de peuplement à partir duquel on peut parler de centre urbain, il est évident que de tels chiffres de population ne peuvent autoriser l'implantation des réseaux de relations et d'activités minimales qui caractérisent toujours une ville. Finalement, après analyse, on se rendrait bien compte que bon nombre de localités qui sont réputées être des villes n'en sont pas si l'on prend en considération des critères aussi importants que le volume de la population, l'activité économique ou encore la disponibilité en équipements urbains.

C'est dans cet ordre d'idée que le Recensement Général de la Population de 1988 a choisi de proposer une définition relativement plus réaliste du concept de ville ou de centre urbain. Ainsi, d'après ce recensement, seules les localités remplissant les conditions ci-après sont qualifiées de villes :

- la ville de Bangui ;
- les Chefs-Lieux de Préfecture ;
- et les autres centres ayant au moins 5.000 habitants et dotés d'infrastructures urbaines (école primaire à cycle complet, centre de santé, marché journalier, plan directeur).

La première conséquence de cette définition est qu'on passe dorénavant de plus de 50 "villes" en 1975 à une trentaine en 1988, ce qui ramène le ratio de 32,4 % à 30 %. Bien que ce chiffre soit encore assez important par rapport à la moyenne africaine, il devient clair que l'urbanisation en R.C.A. reste un phénomène dont l'analyse exige que l'on s'entoure de beaucoup de précautions, faute de quoi le risque est très grand de tirer des conclusions qui font peu cas de la réalité. D'ailleurs une présentation sommaire des principales villes qui constituent la charpente même de l'urbanisation en Centrafrique laisse apparaître bien d'autres surprises.

2. L'urbanisation en R.C.A., apanage de la capitale

Le tableau n° 1 donne la liste des principales villes de la R.C.A. avec leurs effectifs de population en 1988 d'après les récentes estimations de la Direction de la Statistique et des Etudes Economiques (DSEE).

Tableau n° 1 : Population des principales villes de la R.C.A. au 31 Décembre 1988 (20.000 habitants et plus)

Ville	Bangui	Bambari	Bouar	Berbérati	Bossangoa	Bangassou	Carnot	Mbaïki	Bria
Pop.résidante au 31-12-88	585.400	41.047	40.703	37.611	34.658	30.014	24.555	24.418	20.382

Comme on peut le constater, au 31 Décembre 1988, seules les 9 villes citées dans ce tableau ont une population supérieure à la barre internationale de 20.000 habitants. Mais on y remarque notamment l'important écart qui sépare le poids démographique de Bangui de celui de la seconde ville du pays, en l'occurrence Bambari. Par ailleurs, aucune ville en dehors de Bangui n'atteint encore 50.000 habitants, ce qui met en évidence la caractéristique majeure de l'urbanisation en R.C.A.: la macro-céphalie de la capitale.

En fait, c'est tout simplement la situation démographique de Bangui qui a exacerbé l'ampleur du phénomène urbain en Centrafrique : cette ville détient à elle seule plus de 70 % de la population des principales villes du pays, près de 60 % de la population urbaine totale et 20 % de la population centrafricaine. Encore convient-il d'ajouter que la tendance future est à l'aggravation du poids démographique de la Capitale par rapport aux autres villes et à l'ensemble du pays.

Au total, il n'est donc pas exagéré de préciser que, privée de l'influence de la capitale, l'urbanisation en R.C.A. reste encore un phénomène embryonnaire. Ce, d'autant plus qu'à l'instar des quartiers populaires de Bangui, les villes provinciales, en dehors de quelques bâtiments administratifs et de quelques équipements sommaires, ne sont rien d'autre que de simples villages gonflés d'une population qui les oblige à une plus grande extension spatiale. L'activité économique ne dément d'ailleurs pas le caractère typiquement rural de ces villes.

En dernière analyse on peut donc affirmer en toute légitimité que l'étude de l'urbanisation en R.C.A. coïncide, à quelques détails près, à celle de la ville de Bangui qui résume en fait tous les tenants et les aboutissants du phénomène dans le pays.

3. Une urbanisation au rythme accéléré mais variable dans le temps et dans l'espace

L'insuffisance de la connaissance démographique en Centrafrique ne permet pas une étude approfondie du rythme d'évolution de la population urbaine depuis les origines jusqu'à nos jours. En effet, tous les chiffres dont on dispose sur la population centrafricaine avant l'enquête démographique de 1959-1960 et les recensements démographiques de 1975 et 1988 ne sont que de très grossières estimations sur lesquels il serait trop imprudent de se fonder pour apprécier l'évolution démographique des centres urbains et moins encore des milieux ruraux.

Aussi, il n'y a que sur la ville de Bangui que l'on dispose de la plupart de ces estimations. Cependant, même à ce niveau, les chiffres varient d'une source à l'autre du fait de la multiplicité des hypothèses et restent donc aussi contestables les uns que les autres. L'amélioration des statistiques démographiques en R.C.A. s'impose alors comme une nécessité de premier ordre. Le tableau n° 2 donne quelques chiffres retracant approximativement la croissance urbaine à Bangui.

Tableau n° 2 : Evolution de la population de Bangui entre 1900 et 1990 (en milliers d'habitants)

Année	Population	Année	Population
1900	2,0	1964	120,0
1916	8,0	1970	198,4
1932	15,5	1975	300,7
1940	23,9	1981	350,8
1945	25,6	1984	472,7
1950	60,0	1986	531,1
1955	72,0	1988	585,4
1960	80,0	1990	657,4

Source: DSEE (Estimations)

Les données de ce tableau mettent en évidence l'irrégularité du rythme de la croissance démographique à Bangui: grosso modo, on y constate une progression relativement lente pendant la période précédant la fin de la 2^{ème} Guerre Mondiale et une forte poussée à partir de 1950, poussée qui se poursuit en s'accentuant dans les décennies 60, 70, et 80. Tout se passerait comme si depuis l'Indépendance, la Capitale est devenue un centre nettement plus attractif au détriment de l'arrière-pays.

Ainsi, alors que le taux d'accroissement démographique moyen du pays se situe autour de 2 % par an pour la période 1975-1990, celui de Bangui dépasse les 5 % pour la même période. Pendant ce même intervalle de temps, la 2^{ème} ville du pays ne connaît qu'une croissance annuelle moyenne de 1,3 %. En somme, la courbe de l'évolution du taux d'urbanisation que nous présentons ci-dessous est beaucoup plus l'émanation de la croissance urbaine de Bangui que de celle des autres villes.

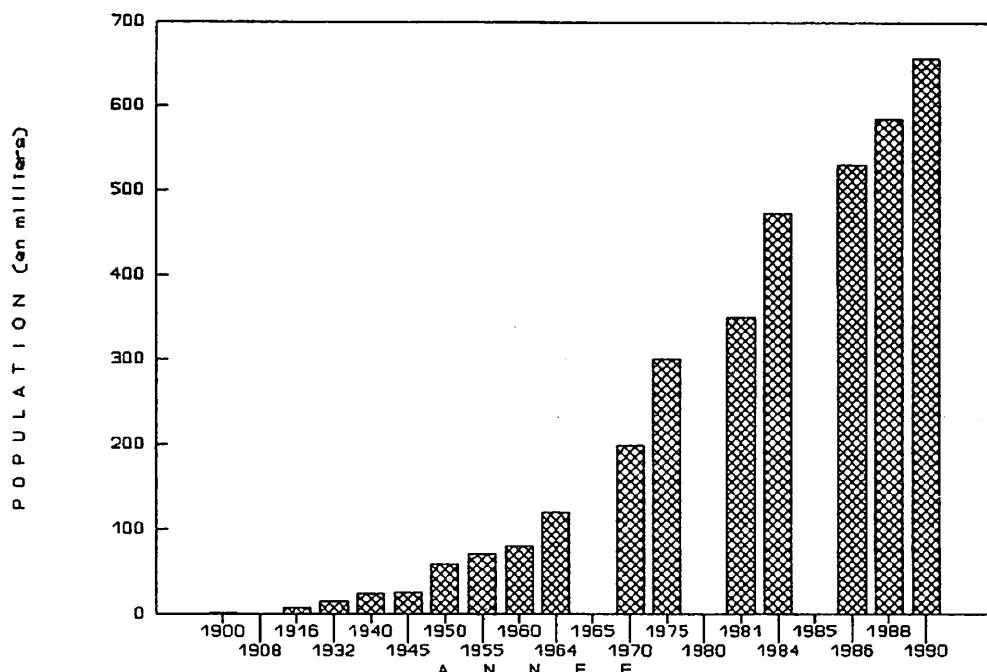
4. Un amalgame de facteurs conditionne la croissance urbaine en R.C.A.

Malgré la multitude des facteurs et la complexité de leur interaction, trois facteurs se particularisent nettement : les facteurs économiques, les facteurs sociaux et les facteurs démographiques endogènes.

a) Les facteurs économiques

En R.C.A. comme dans la plupart des pays du Tiers Monde et ceux d'Afrique en particulier, l'attrait de la ville procède notamment de la perspective d'une amélioration des conditions de vie grâce à une plus grande possibilité théorique de trouver un emploi, de s'instruire, de se former, d'acheter moins cher les produits d'importation, de mieux se distraire, etc.

Evolution de la population de Bangui



Bien que de tels arguments pèsent de moins en moins en raison des conséquences de la crise qui condamne la grande masse des citadins à un chômage devenu on ne peut plus chronique, il n'en reste pas moins que les milieux ruraux n'offrent guère de meilleurs atouts d'autant plus qu'ils sont peut-être les plus durement frappés par les effets de cette crise. Il suffit de penser à la mévente des produits agricoles et à la grande instabilité des revenus ruraux pour s'en convaincre.

C'est donc dans le cadre des distorsions économiques qui séparent Bangui du reste du pays qu'il est plus aisé de trouver les explications de son galop démographique alimenté essentiellement par l'exode rural. Car, de toute évidence, on ne voit pas comment fixer la population (surtout jeune) dans les zones rurales dans la mesure où celles-ci sombrent dans une léthargie qui fait dire à plus d'un qu'en dehors de la capitale, le reste du pays se fond dans un immobilisme déconcertant.

Bien que des efforts aient été récemment engagés par le Gouvernement pour viabiliser l'arrière-pays (création d'écoles et de petites unités industrielles), il faudra certainement attendre encore longtemps pour en apprécier l'impact sur l'exode rural.

b) Les facteurs sociaux

Les zones rurales demeurent toujours le lieu où se jouent âprement les conflits de génération opposant les jeunes aux adultes ; de tels conflits se retrouvent de plus en plus en ville et ce, dans des formes parfois tragiques. C'est précisément cette ambiance d'hostilité, de domination et de superstition que les jeunes centrafricains, scolarisés ou non, craignent le plus dans la vie en milieu rural. Beaucoup d'anciens ruraux ayant immigré en ville répugnent même à visiter leur village natal dans la peur de se voir jeter un mauvais sort.

Bref, en R.C.A. comme ailleurs, aller vivre en ville, c'est toujours aspirer à plus de chance de réussite et à plus de liberté loin des pressions sociales du monde traditionnel et des tracasseries administratives qui sont monnaie courante en milieu rural et même dans les centres urbains secondaires. Tout semble indiquer que les jeunes ne renonceront jamais à cette quête de liberté que la ville symbolise. Ce qui sinifie que la lutte contre l'exode rural fait appel aussi à un réaménagement de la vie sociale en province.

c) Les facteurs démographiques endogènes

S'il est admis que la croissance actuelle des villes en général et de la Capitale en particulier est surtout le résultat de l'exode rural, il n'est pas faux d'affirmer que la plupart des centres urbains dont Bangui notamment ont déjà atteint leur autonomie démographique, c'est-à-dire la capacité à accroître leur population par le seul fait de l'accroissement naturel, de sorte que, même privée de la population additionnelle résultant de l'immigration, une ville comme Bangui fera toujours l'objet d'un accroissement démographique important.

Cette autonomie démographique découle de conditions de natalité et de mortalité relativement bien plus propices en ville que dans les zones rurales.

En effet, tandis que le taux de mortalité infantile est de 185 pour mille pour l'ensemble du pays, il est plutôt de 125 pour mille à Bangui; le taux brut de mortalité s'élève à plus de 20 pour mille pour tout le pays contre la moyenne de 13 pour mille dans la Capitale. De même, alors que la fécondité totale par femme de 45 ans et plus est de 5,6 enfants pour l'ensemble de la R.C.A., elle s'élève à 6,2 enfants pour Bangui, les taux bruts de natalité étant respectivement de 42 pour mille et plus de 45 pour mille en Centrafrique en général et à Bangui.

Ces disparités que l'on relève au niveau des indices démographiques de Bangui et de l'ensemble du pays proviennent essentiellement de l'impact des prestations médicales que l'on sait meilleures dans la Capitale qu'en province.

Aussi est-il important de noter que certaines zones rurales voire des régions entières sont de véritables poches de sous-fécondité sinon d'infécondité. C'est le cas de l'Est centrafricain où la descendance moyenne équivaut à peine à 2 enfants.

De telles régions sont inéluctablement, compte tenu des conditions de mortalité, condamnées au dépeuplement si rien n'est fait pour améliorer le sort de leur population. Ce sont là des situations qui concourent largement à la régression démographique des zones rurales au profit des milieux urbains.

En définitive, le processus d'urbanisation puise sa force non seulement dans l'immobilisme économique et social du monde rural dont la conséquence immédiate est la fuite de leurs habitants vers la ville, mais aussi dans la poussée démographique endogène des centres urbains. Cependant, cette croissance éffrénée des centres urbains ou, pour être précis, celle de Bangui en particulier, est elle-même source de très grands maux dont souffrent les citadins.

5. Une urbanisation aux lourdes conséquences

Il ne saurait être question de mentionner ici toutes les conséquences du phénomène urbain en Centrafrique tant elles sont nombreuses et multiformes. Néanmoins, quelques éléments saillants méritent de retenir l'attention.

a) L'anarchie de la croissance spatiale

Pour ce qui est de leur croissance spatiale, les villes centrafricaines font très peu cas des plans d'urbanisme. Souvent, ces plans n'existent même pas. A telle enseigne que ces villes s'étalent au gré des individualismes et des circonstances, laissant ainsi la voie libre à ce qu'il convient d'appeler une "urbanisation sauvage".

Si, faute d'habitants en nombre important, ce phénomène n'est pas ressenti en province, dans la Capitale, il prend une allure de véritable défi à la maîtrise de la croissance urbaine et donc à l'aménagement de l'espace urbain.

C'est ainsi qu'au désordre dans lequel s'agencent les quartiers, s'ajoute la construction de maisons d'habitation sur des sites marécageux ou de vieilles carrières. Pire encore, cette croissance spatiale anarchique a pour corollaires l'insalubrité et la précarité de l'habitat.

b) Une prolifération des bidonvilles

Dans les quartiers générés par le gonflement démographique de Bangui, l'élément le plus constant de l'habitat est la spontanéité. De fait cet habitat résulte surtout de la multiplication des cases de fortune dans des espaces dépourvus du moindre équipement urbain : on n'y trouve ni approvisionnement en eau

potable, ni électricité, ni voirie, et parfois, ni centre de santé, ni école.

Dans les quartiers spontanés on observe sans peine tous les éléments caractéristiques des bidonvilles : utilisation de matériaux provisoires ou de récupération pour la construction des logements, entassement, insalubrité entraînant un foisonnement des moustiques et une grande endémicité des parasitoses, latrines externes et incommodes et, surtout, la grande pauvreté de la population (le revenu annuel moyen par habitant se situe autour de 300 dollars).

c) Une misère urbaine exacerbée par la pauvreté

La faiblesse sinon l'absence de revenus réguliers pour la grande majorité des habitants de la Capitale ne laisse pas d'entraîner un cortège de fléaux dont les manifestations se lisent dans la délinquance, la malnutrition, l'analphabétisme, l'infanticide, la forte mortalité, la prostitution, l'alcoolisme, etc.

Ce n'est donc pas sans raison que d'aucuns affirment que la croissance urbaine à Bangui n'est rien moins qu'une croissance de la pauvreté.

d) Une insuffisance notoire des équipements

La spontanéité qui préside à la création de nombreux quartiers d'une part et la faiblesse des ressources de l'Etat d'autre part, font que l'absence d'équipements ou, dans le meilleur des cas leur insuffisance, caractérise le tissu urbain en R.C.A. C'est ainsi qu'à Bangui par exemple, l'accès aux simples consultations médicales (gratuites) relève d'une véritable gageure.

De même qu'on ne déplore que trop la surcharge dans les établissements scolaires, l'insuffisance des moyens de transport, l'obstruction des canaux d'écoulement des eaux de pluie faute de curage, ce qui provoque des inondations trop fréquentes même pour de faibles précipitations, l'entassement d'ordures que les services de voirie ne parviennent pas à évacuer, etc, etc...

Un examen approfondi de tous ces problèmes nous oblige, en guise de conclusion, au constat d'une simple vérité qui n'est rien d'autre que l'exigence de répondre à cette question : la République Centrafricaine est-elle réellement un pays fortement urbanisé ? A vrai dire, il n'existe pas de réponse unique à cette question vu qu'il est tout à fait justifié d'y répondre par l'affirmative, ou par la négative. En d'autres termes, le phénomène urbain en Centrafrique reste très relatif puisque son appréciation dépend de l'angle sous lequel l'on se place.

Envisagée d'un point de vue purement statistique c'est-à-dire en terme de simple concentration de plus en plus intense de la population dans les villes (toutes définitions confondues), l'urbanisation s'affiche effectivement comme un phénomène important en R.C.A.

Par contre, si l'on admet que l'urbanisation ne peut se réduire à une simple approche statistique, mais qu'elle doit surtout être perçue comme un processus d'extension de l'espace bâti, équipé et habité par une population dont les activités relèvent beaucoup plus des secteurs tertiaires et secondaires de l'économie, il n'est plus du tout aisé de parler de ce phénomène en Centrafrique.

La réponse à la question devient d'autant plus problématique que nous avions pu constater qu'en fait de villes beaucoup de localités réputées telles ne sont que de simples gros villages et que l'essentiel du fait urbain reste le monopole de la Capitale.

Au demeurant, à défaut d'une réponse tranchante à la question, une chose reste claire : quelle que soit l'idée qu'on peut se faire de l'urbanisation en Centrafrique, les problèmes soulevés actuellement par la flambée démographique de Bangui exigent que l'on y médite urgentement afin de trouver une thérapeutique efficace dans un délai qui se fait déjà trop court. Car, comme l'a souligné le Secrétaire Général des Nations Unies lors de la Journée des Droits de l'Homme le 10 Décembre 1966, "nous pensons que l'établissement d'une paix durable et profonde dépend dans une large mesure de la façon de résoudre les graves problèmes posés par la croissance démographique".

Bangui, Novembre 1990



IMPRIMERIE

SAINT PAUL

BANGUI